

Agitation sociale dans l'arrière-pays tunisien

La fermeture annoncée d'une usine au Kef réveille la rancœur des provinces reculées, qui n'ont pas profité de la révolution

LE KEF (TUNISIE) - *envoyé spécial*

Ca peut dégénérer», grimace Mehdi Bennani. Cet ouvrier tunisien est inquiet. Il dit souhaiter que la protestation demeure pacifique. Mais comment savoir, «*si l'impasse se prolonge*»? Au pied du Kef, cité du nord-ouest tunisien agrippée à flanc de montagne, le camp de fortune des employés d'une usine de câbles, affiliée au groupe Coroplast – un équipementier automobile –, est devenu le cœur militant de toute une région au bord de la crise sociale.

Le camp a été installé sur la grand-route qui relie Tunis à la frontière algérienne, située à 40 km. Sous une bâche de toile, des matelas sont posés au sol. Un fourgon de police veille, au-delà d'un semblant de barricade formé de poubelles et de ferraille. Ce soir-là, dans l'obscurité trouée de loupottes, les ouvriers sont impatients de s'épancher, tirant sur leurs cigarettes et buvant du Coca-Cola dans des gobelets en carton.

Voilà deux semaines qu'ils sont entrés en rébellion contre la fermeture jugée inévitable – bien que non expressément annoncée – de leur usine, qui emploie 430 salariés dont une majorité des femmes. Dans cette ville de 55 000 habitants, chef-lieu d'un gouvernorat souffrant de mal-développement, l'usine de Coroplast est tout un symbole, celui d'un investissement étranger (en l'occurrence allemand) attiré par un généreux dispositif d'incitations fiscales.

«**Marginalisation**»

Un échec mettrait à mal tout un modèle. Lors d'un rassemblement, fin mars, des milliers de manifestants ont fait cortège à un grand cercueil blanc, emblème de leur ville à l'agonie.

Cette agitation du Kef survient alors que d'autres mouvements sociaux secouent Kairouan, Taouine, Gafsa. Six ans après la révolution de 2011, la Tunisie n'en finit pas de buter sur la question sociale, le talon d'Achille de sa transition démocratique. Avec une croissance stagnante à 1 % et un taux de chômage de 15,5 % – le double pour les diplômés de l'enseignement supérieur –, la tension sourd à travers le pays, notamment dans les régions de l'intérieur s'estimant discriminées par rapport à un littoral mieux loti.

Selon le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), la Tunisie a été le théâtre, en mars, de 1 089 protestations – collectives ou individuelles –, en hausse de 14,7 % par rapport à février. Si la perspective proche du ramadan, fin mai, devrait neutraliser à court terme tout risque de contagion à grande échelle, «*la rentrée de septembre-octobre promet d'être dure*», prédit Abderrahman Hedhili, le président du FTDES, qui surveille à la loupe les mouvements sociaux en Tunisie.

Au Kef, le malaise est profond. Avec son fort ottoman aux murs

Fin mars, des manifestants du Kef ont fait cortège à un cercueil blanc, symbole de leur

ville à l'agonie

crénelés surplombant une vaste plaine verdoyante, la cité respire la quiétude. Mais les apparences sont trompeuses, et l'ambiance s'est durcie depuis que les ouvriers soupçonnent la direction de l'usine de Coroplast de préparer le transfert des activités du Kef vers un autre site du groupe, à Hammamet, fleuron touristique du Sahel, le littoral développé du nord-est du pays. A les croire, la manœuvre est le fait du directeur tunisien de l'usine, originaire lui-même de cette région côtière, qui n'aurait cessé de dis-

créditer le Kef auprès de l'état-major du groupe allemand. «*Il a tout fait pour nous étrangler, pour nous empêcher de travailler dans des conditions normales*», s'indigne Mehdi Bennani.

Le bras de fer touche une corde sensible, celle du ressentiment des régions tunisiennes de l'intérieur à l'égard du Sahel, accusé d'accaparer les ressources du pays. «*Je ne veux pas faire de régionalisme, clame Mihoubi Aya-chi, un retraité de l'enseignement solidaire des ouvriers de Coroplast, mais les Sahéliens dominent le pouvoir politique à Tunis tandis que notre région du Nord-Ouest ne dispose d'aucun relais au sommet.*» «*Depuis cinquante ans, le Kef est victime d'une politique de marginalisation systématique et délibérée*», renchérit l'historien Mohamed Tlili. Derrière le vernis de la transition démocratique, la fracture régionale demeure plus béante que jamais en Tunisie. ■

FRÉDÉRIC BOBIN